



Ordre des techniciens  
et techniciennes dentaires  
du Québec



Mai 2013

# RAPPORT ANNUEL 2012 - 13

[www.ottdq.com](http://www.ottdq.com)

	Page
Lettres de présentation	3
Rapport du président 2012-2013	4
Rapport du conseil d'administration	8
RAPPORT DES COMITÉS :	
• Assurance responsabilité professionnelle	11
• Formation continue	11
• Formation	11
• Normes d'équivalences	11
• Délivrance de permis de technicien(ne) dentaire	12
• Inspection professionnelle	12
• Syndic	13
• Conciliation et arbitrage des comptes	13
• Exercice illégal et usurpation de titre réservé	13
• Conseil de discipline	13
• Révision des plaintes	14
• Finances et régie interne	14
Tableau des membres	15 - 16
États financiers au 31 mars 2013	17

Québec, mai 2013

Monsieur Jacques Chagnon  
Président de L'Assemblée  
nationale  
Assemblée nationale  
Québec (Québec)

Monsieur le Président,

Conformément à la Loi, c'est avec plaisir que je vous présente le rapport annuel de l'OTTDQ pour l'année financière du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 31 mars 2013.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Monsieur Bertrand St-Arnaud**  
**Ministre responsable de l'application**  
**des lois professionnelles**

---

Montréal, mai 2013

Monsieur Bertrand St-Arnaud  
Ministre responsable de  
l'application  
des lois professionnelles  
Assemblée nationale  
Québec (Québec)

Monsieur le Ministre,

Conformément à la Loi, c'est avec plaisir que je vous présente le rapport annuel de l'OTTDQ pour l'année financière du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 31 mars 2013.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Le président,**  
**Raymond Haché, t.d.**

---

Montréal, mai 2013

Monsieur Jean Paul Dutrisac  
Président  
Office des professions du  
Québec

Monsieur le Président,

Conformément à la Loi, c'est avec plaisir que je vous présente le rapport annuel de l'OTTDQ pour l'année financière du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 31 mars 2013.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Le président,**  
**Raymond Haché, t.d.**



C'est avec fierté que je vous présente le rapport annuel 2012-2013 de l'Ordre des techniciens et techniciennes dentaires du Québec.

En accord avec le plan stratégique 2012-2015, le conseil d'administration a adopté un plan d'action pour l'année 2012-2013 dont voici les principaux enjeux :

- La technologie
- La mondialisation
- La formation et le recrutement

### **La technologie**

Nous avons formé un comité sur la veille technologique composé d'intervenants de l'enseignement collégial et universitaire, de la profession et de l'industrie. Son mandat : mettre à jour et informer les membres sur :

- les nouvelles technologies
- les nouveaux matériaux
- les moyens de communication
- la technologie intégrée (dentiste et technicien dentaire)

À ce propos, j'ai rencontré les représentants de l'Ordre des dentistes du Québec et de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec pour discuter entre autres de la pertinence d'avoir une plateforme transactionnelle qui permettrait la transmission de données numériques de façon sécuritaire et en respect des obligations déontologiques de nos professions, particulièrement en ce qui concerne le secret professionnel.

### **Liens avec les autres ordres de la dentisterie**

Notre Ordre évolue au sein d'un environnement fortement assujéti aux nouvelles technologies et à la mondialisation. Qui plus est, outre ces profonds changements structurels, les ordres professionnels de la dentisterie au Québec s'activent pour redéfinir leurs champs de pratique. Dans ce contexte, nous cherchons constamment à développer des échanges avec l'Ordre des dentistes du Québec, l'Association des chirurgiens dentistes du Québec, l'Ordre des denturologistes du Québec et l'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec. Il va de soi que dans un tel environnement, notre Ordre et ses membres doivent être très au fait de l'évolution des technologies dans le domaine buccodentaire.

### **La mondialisation**

Les membres du comité de veille technologique ont comme mandat de participer à la

collecte d'informations qui concernent l'évolution de la profession de technicien dentaire au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. Également, nous leur demandons d'assurer une vigie sur l'offre d'importation de prothèses dentaires. À cet effet, nous participons à des échanges avec l'Association dentaire canadienne et l'Alliance canadienne des organismes de réglementation de la technique dentaire pour convenir d'une stratégie commune afin de relancer Santé Canada en ce qui a trait au règlement régissant l'émission des licences d'importation de prothèses dentaires au Canada.

### **Formation et recrutement**

Une des constatations de l'exercice de planification stratégique est la faiblesse du nombre d'adhérents à l'Ordre et le vieillissement de notre effectif.

Il devient de plus en plus nécessaire, pour assurer notre capacité à réaliser le mandat de protection du public, de favoriser l'appartenance à l'Ordre et, continuellement, faire valoir sur la place publique l'importance du technicien dentaire dans le système professionnel québécois et en particulier dans le domaine buccodentaire.

Pour ce faire, nous devons adopter une stratégie de communication pour repositionner la profession et devenir un acteur incontournable et novateur en santé buccodentaire auprès des différents intervenants et du public. Nous atteindrons cet objectif en étant non seulement connus mais surtout crédibles.

### **Modernisation du système buccodentaire**

Le docteur Roch Bernier a transmis en 2012 à l'Office des professions du Québec son rapport sur la modernisation du système professionnel dans le domaine buccodentaire.

Il s'en est suivi une période de consultation auprès des ordres et associations concernés. Nous avons sollicité les commentaires des membres et nous les avons intégrés dans la formulation de nos commentaires à l'Office des professions.

En voici un résumé :

Nous tenons à souligner à l'Office que le conseil d'administration de l'Ordre adhère aux principes mis de l'avant par le comité pour mener à bien son mandat, à savoir :

- la protection du public;
- l'accessibilité, en visant à « permettre une utilisation maximale des compétences de chacun des professionnels concernés, et ce, au bénéfice des personnes nécessitant des soins et des services buccodentaires ainsi que des établissements où sont dispensés les soins et les services de santé »;

- l'autonomie, en visant « à faire en sorte de restreindre, le plus possible, la dépendance d'un professionnel à l'endroit d'un membre d'une autre profession »;
- de même que l'interdisciplinarité, concept « qui réfère à la concertation, à la collaboration et à la mise en commun d'expertises diverses dans le but de dispenser les meilleurs soins et services possibles ».

De plus, l'Ordre se déclare satisfait des conclusions et des recommandations du comité en ce qui concerne particulièrement le changement de titre de « technicien dentaire » pour celui de « prothésiste dentaire » et du nouveau libellé du champ d'exercice des membres de l'Ordre, de même que les activités réservées qui leur sont attribuées :

L'exercice de la profession de prothésiste dentaire consiste à concevoir, à fabriquer et à réparer tout type d'appareil ou de prothèse dentaire, afin d'en assurer la qualité et à conseiller le dentiste, le denturologiste et le médecin sur leurs aspects techniques, dans le but de suppléer à la perte des dents ou de corriger une anomalie buccodentaire.

et que leur soient réservées les activités suivantes :

- Concevoir la fabrication et la réparation des appareils et des prothèses dentaires selon une ordonnance;
- Diriger un laboratoire de prothèses dentaires selon les permis requis. »

Ainsi, les recommandations du comité permettront à l'Ordre de rejoindre pour la première fois en quarante ans, la confrérie des organismes professionnels en santé buccodentaire à part entière et de quitter le statut limitatif des ordres professionnels à titre réservé.

De plus, le fait pour le comité de proposer à l'Office la réserve d'activités professionnelles à être exercées par les techniciens dentaires permettra à l'OTTDQ d'assumer avec plus d'efficacité sa principale fonction d'assurer la protection du public.

L'Ordre des techniciens et techniciennes dentaires du Québec adhère sans réserve au principe que les champs d'exercice et la répartition des activités réservées doivent être attribués aux ordres professionnels avec un souci constant d'améliorer la protection du public. Lorsque l'occasion se présentera, nous voudrions contribuer à toute réflexion et nous ouvrir à toute collaboration destinée à mieux assurer la qualité et l'intégrité des soins et des services professionnels buccodentaires offerts à la population.

## **Gouvernance**

Depuis l'automne 2012, je participe à un comité de réflexion de l'Office des professions du Québec sur la gouvernance au sein du système professionnel. Voici les différents éléments qui guident nos travaux :

- Informer l'Office sur la réalité vécue par les ordres.

- Recommander à l'Office des professions du Québec des règles ou des principes de gouvernance qui pourraient être mis en place au sein du système professionnel pour les ordres et également pour l'Office des professions du Québec.
- Dégager un portrait d'ensemble des pratiques de gouvernance au sein des ordres professionnels : les bonnes pratiques comme les problèmes vécus.

Nos discussions portent sur les thèmes suivants :

- Le conseil d'administration
- Le comité exécutif
- Le président
- Le directeur général
- Le secrétaire
- L'assemblée générale.

En terminant, j'aimerais remercier au nom du conseil d'administration, monsieur André Debbané, administrateur nommé par l'Office, pour son implication au sein du conseil de l'Ordre et je lui souhaite une belle continuité.

Également, je remercie chaleureusement notre collègue monsieur Denis Thériault. Merci Denis, ta contribution au fonctionnement, aux orientations et à l'avancement de notre Ordre aura été grandement appréciée.

Finalement, je remercie l'équipe de la permanence, formée de madame Linda Carbone, secrétaire de l'Ordre, madame Micheline Pelletier, adjointe administrative, madame Diane Dulong, à la comptabilité et madame Mélanie Vigneault, à la réception. Votre support nous est très précieux.

A handwritten signature in blue ink, reading "Raymond Haché". The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke extending to the left.

**Raymond Haché, t.d.**

# Rapport du conseil d'administration

---

Le conseil d'administration de l'Ordre des techniciens et techniciennes dentaires du Québec est constitué de huit administrateurs dont six membres élus et deux administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec. Le conseil d'administration est chargé de l'administration générale des affaires de l'Ordre et a pour mandat de veiller à l'application des dispositions du Code des professions et des règlements. Il exerce tous les droits, pouvoirs et prérogatives de l'Ordre, sauf ceux qui sont du ressort des membres de l'Ordre réunis en assemblée générale.

Le président est élu au suffrage des administrateurs élus à la première réunion suivant l'assemblée générale annuelle. Il entre en fonction lors de cette réunion de même que les nouveaux administrateurs élus. La durée du mandat du président et des administrateurs est de quatre ans.

Deux administrateurs sont nommés par l'Office des professions du Québec à titre de représentants du public. Leur mandat est de quatre ans.

L'assemblée générale où sera présenté le présent rapport aura lieu le lundi 27 mai 2013 au Palais des congrès de Montréal.

Le président de l'Ordre, monsieur Raymond Haché, a été élu au suffrage des administrateurs élus le 31 mai 2010.

## Administrateurs au 31 mars 2013

Région		Entrée en fonction
Est (03)	Luc Gaudreault, t.d.	19 juin 2008
Ouest (06)	Jean Compagna, t.d.	31 mai 2010
	Hélène Grenier-Audet, t.d.	18 mai 2010
	Marc Desjardins, t.d.	19 juin 2008
	Denis Thériault, t.d.	31 mai 2010

### ***Représentants de l'Office des professions du Québec***

André Debbané	21 mai 2008
Claude St-Georges	9 décembre 2010

Le conseil d'administration a tenu sept réunions ordinaires au cours de l'exercice 2012-2013 et aucune réunion extraordinaire.

### **Personnel permanent pour l'année 2012-2013**

Président directeur général	<b><i>Raymond Haché, t.d.</i></b>
Secrétaire	<b><i>Linda Carbone, caé</i></b>
Adjointe administrative	<b><i>Micheline Pelletier</i></b>
Comptabilité	<b><i>Diane Dulong</i></b>



## Les principales résolutions du conseil d'administration en 2012-2013 :

- Adopter le plan stratégique et le plan d'action proposés par M. Pierre Boucher de l'Observatoire des services professionnels.
- Nommer monsieur Marc Desjardins, t.d. administrateur du conseil d'administration pour combler le poste vacant de la région Ouest pour un mandat de quatre ans se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2016.
- Recommander à l'assemblée générale annuelle de retenir les services de monsieur François Ménard pour agir à titre d'auditeur pour l'année 2012-2013.
- Nommer monsieur Raymond Haché président directeur général à compter du 1<sup>er</sup> juin 2012 et d'approuver l'entente de services soumise par Services de gestion PGA.
- D'accorder une rémunération de 150 \$ par journée à l'enseignant qui est responsable des locaux du Collège Édouard-Montpetit lors des activités de formation continue de l'Ordre d'une journée.
- Nommer les membres des différents comités de l'Ordre.
- D'entreprendre des démarches suite à la publication du Rapport du comité d'experts sur la modernisation des pratiques professionnelles dans le domaine buccodentaire, à savoir, d'écrire un texte explicatif pour les membres de l'Ordre, de leur faire parvenir par courrier électronique pour obtenir leurs commentaires, de rencontrer l'Ordre des dentistes du Québec et l'Ordre des denturologistes du Québec et de rédiger un mémoire pour l'Office des professions du Québec.
- De prendre les moyens nécessaires pour obtenir la liste des clients du Centre canadien des technologies dentaires pour les aviser que le Centre fonctionne illégalement et d'aviser tous les membres de l'Ordre.
- De nommer Jean Labelle, t.d., secrétaire du comité d'inspection professionnelle.
- De renouveler l'entente de gestion avec la firme Gestion PGA pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 mars 2016.
- D'ajuster la rémunération du président directeur général de l'Ordre des techniciens et techniciennes dentaires, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, au montant de 50 000 \$. Les charges sociales afférentes seront assumées par l'Ordre. Ces conditions s'appliquent au titulaire actuel du poste compte tenu de son implication et de son engagement au développement de la profession. Elles ne présentent pas de la rémunération future à d'autres titulaires de ce poste.
- Réviser les frais et les taux de cotisation pour 2013-2014.
- Nommer des représentants au Conseil interprofessionnel du Québec.
- Augmenter le montant de la cotisation annuelle à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014, à l'indice au coût de la vie au 31 décembre 2013 ou d'un minimum de 2 %.
- Délivrer des permis réguliers, restrictifs et temporaires selon l'article 37 de la Charte de la langue française.
- Délivrer des permis de directorat d'un laboratoire de prothèses dentaires.
- Renouveler des permis restrictifs temporaires.
- Radier du tableau des membres qui n'ont pas payé leur cotisation annuelle.
- Révoquer les permis de directorat des membres et non-membres qui n'ont pas versé toutes les sommes dont ils sont redevables à l'Ordre.

# Rapport des comités

## Assurance responsabilité professionnelle

Répartition des classes de membres inscrits au 31 mars et montant prévu de la garantie selon le moyen de garantie

Moyen de garantie	Classes de membres	Nombre de membres	Montant prévu de la garantie	
			par sinistre	pour l'ensemble des sinistres
Assurance responsabilité professionnelle	Actifs	450	500 000 \$	1 000 000 \$
	Non actifs	25	exemption	exemption
	Honoraires	4	exemption	exemption

## Formation continue

### Mandat

Assister les membres de l'Ordre des techniciens et techniciennes dentaires du Québec ainsi que les titulaires de permis de directorat de laboratoire dans leur perfectionnement professionnel par la présentation de conférences et de cours adaptés à leur réalité et aux exigences actuelles.

### Membres du comité :

*Émilie Brulé, t.d., responsable*  
*Luc Gaudreault, t.d.*  
*Hélène Grenier-Audet, t.d.*  
*Nathalie Laforest, t.d.*

### Nombre de réunions : 1

### Rapport

Activités de formation continue facultative organisée en 2012-2013 :

Nom de l'activité	Nombre d'heures	Nombre de membres qui l'ont suivie
Les restaurations avec infrastructure en zircone : les attentes et la réalité clinique	2 h	56
Système 3 Shape empreinte numérique	2 h	62
Pour une transition fluide vers les technologies numériques	2 h 30	73
Conjoncture économique et perspective de marché de la dentisterie	3 h	66

L'Ordre n'a pas de règlement sur la formation obligatoire continue.

## Formation

### Mandat

Examiner, dans le respect des compétences respectives et complémentaires de l'Ordre, des établissements d'enseignement collégial et du ministère de l'Éducation, les questions relatives à la qualité de la formation des techniciennes et techniciens dentaires.

Le comité a tenu une réunion en 2012-2013.

### Membres du comité :

*M. Marc Desjardins t.d., responsable*  
*M. Jean Compagna, t.d.*  
*Mme Louise Brunelle, Ministère de l'Éducation*  
*M. Lin Jutras, directeur adjoint des études, Collège Édouard-Montpetit*  
*M. Patrice Giguère, t.d., représentant du département des techniques de prothèses dentaires, Collège Édouard-Montpetit*

## Normes d'équivalence

### Mandat

Étudier les demandes d'admission pour les candidats titulaires d'un diplôme obtenu hors Québec et évaluer leurs compétences afin de recommander au conseil d'administration l'approbation ou le refus d'une équivalence de formation menant à la délivrance d'un permis de technicien dentaire.

### Membres du comité :

*M. Charles Carrier, t.d., responsable*  
*Mme Émilie Brulé, t.d.*  
*M. Stéphan Provencher, t.d.*

Le comité a tenu quatre réunions en 2012-2013.

Demandes de reconnaissance de l'équivalence d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec

	Nombre			
	reçues	acceptées	refusées	reçues qui n'ont pas fait l'objet d'une décision à la fin de la période
au Canada	1	1	0	0
hors du Canada	16	13	0	3
Nombre de candidats à l'exercice de la profession concernés par les demandes de reconnaissance de l'équivalence d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec				17

Aucun candidat ne détenant pas un diplôme requis n'a déposé une demande de reconnaissance d'équivalence de la formation.

## Délivrance des permis de technicien(ne)s dentaires

Activités relatives à la délivrance des permis temporaires et restrictifs temporaires				
Demandes de délivrance	Nombre			
	reçues	acceptées	refusées	reçues qui n'ont pas fait l'objet d'une décision à la fin de la période
de permis temporaire en vertu de l'article 37 de la Charte de la langue française	6	6	0	0
de permis temporaire en vertu de l'article 41 du Code des professions	0	0	0	0
de permis restrictif temporaire fondées sur une demande de reconnaissance d'une équivalence en vertu du paragraphe 1° de l'article 42.1 du Code des professions	4	4	0	0
de permis restrictif temporaire fondées sur une autorisation légale d'exercer une profession hors du Québec ou sur un permis spécial en vertu du paragraphe 2° de l'article 42.1 du Code des professions, s'il y a lieu	0	0	0	0

Activités relatives à la délivrance des permis		
Demandes fondées sur la détention d'un diplôme déterminé en application du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions et, s'il y a lieu, sur le fait d'avoir satisfait aux autres conditions et modalités ou sur la reconnaissance de l'équivalence de ces autres conditions et modalités		
reçues	acceptées	Refusées
35	32	0

Activités relatives à la délivrance des permis		
Demandes fondées sur la reconnaissance de l'équivalence d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec aux fins de la délivrance d'un permis et, s'il y a lieu, sur le fait d'avoir satisfait aux autres conditions et modalités ou sur la reconnaissance de l'équivalence de ces autres conditions et modalités		
reçues	acceptées	Refusées
17	14	0

Activités relatives à la délivrance des permis		
Demandes fondées sur la reconnaissance de l'équivalence de la formation d'une personne qui ne détient pas un diplôme requis aux fins de la délivrance d'un permis et, s'il y a lieu, sur le fait d'avoir satisfait aux autres conditions et modalités ou sur la reconnaissance de l'équivalence de ces autres conditions et modalités		
reçues	acceptées	Refusées
0	0	0

## Inspection professionnelle

Le programme de surveillance générale de l'exercice de la profession a pour objectif de visiter environ 20 % des membres de l'Ordre annuellement. Les titulaires de permis de directeur d'un laboratoire de prothèses dentaires qui ont obtenu leur permis en vertu de l'article 5 du Règlement sur le permis de directeur d'un laboratoire de prothèses dentaires sont aussi visités à tous les cinq ans.

Aucune recommandation n'a été faite au conseil d'administration concernant le programme de surveillance générale de l'exercice en 2012-2013.

Les principaux aspects vérifiés pendant une visite d'inspection sont :

- la tenue des dossiers, des livres et des registres
- les poisons, produits, substances appareils et équipements relatifs à l'exercice de la profession
- les documents ou rapports auxquels un membre a collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses collègues de travail ou son employeur
- les biens confiés par les clients
- la vérification des mesures prises lors de la coulée des empreintes, comme le nettoyage, la désinfection et le port des accessoires de protection personnelle

**En 2012-2013, le comité s'est réuni trois fois.**

	Nombre
Membres visités :	97
Titulaires de permis de directeur, membres :	57
Titulaires de permis de directeur non-membres :	1
Membres :	39
Rapports de vérification dressés à la suite d'une visite	97

## Enquêtes

	Nombre
Membres ayant fait l'objet d'une enquête	0
Rapports d'enquête dressés	0

Le comité n'a pas déposé de recommandation de stage ou de cours de perfectionnement au conseil d'administration. Le comité n'a pas transmis d'information au syndicat pouvant mener à une enquête particulière.

## Membres du comité

*M. Eric Fortin, t.d., responsable de l'inspection professionnelle (depuis le 20 septembre 2012)*

*M. Albéni Doiron, t.d., responsable de l'inspection professionnelle (par intérim jusqu'au 20 septembre 2012)*

*M. Jean Labelle, t.d., secrétaire du comité*

## Inspecteurs

*M. Jacques Charbonneau, t.d.,*

*M. Jean-François Girard, t.d.*

*M. Michel Rodrigue, t.d.*

## Syndic

Le syndic et le syndic adjoint peuvent faire enquête à la suite d'une information à l'effet qu'un membre de l'Ordre a commis une infraction visée à l'article 116 du Code des professions.

Le syndic ou syndic adjoint peuvent également, s'ils estiment que les faits allégués au soutien de la demande de la tenue de l'enquête peuvent faire l'objet d'une enquête, proposer à la personne qui a demandé la tenue de l'enquête et au professionnel la conciliation.

Syndic : *M. Alfred Guirguis, t.d.*

Syndics adjoints : *Mme Guylaine Gagnon, t.d.*

*Mme Johanne Goudreault, t.d.*

## Dossiers

	Nombre
Dossiers ouverts du 1 <sup>er</sup> avril 2012 au 31 mars 2013	3
Total de membres visés par ces dossiers	2
Dossiers réglés par la conciliation du syndic	1
Dossiers demeurant ouverts à la fin de la période	2
Décisions de porter plainte	0
Décisions de ne pas porter plainte	0

## Conciliation et arbitrage des comptes

L'Ordre n'ayant reçu aucune demande relative à la conciliation et l'arbitrage des comptes en 2012-2013, le conseil d'administration n'a pas nommé de membres au comité de conciliation et d'arbitrage des comptes.

## Exercice illégal et usurpation de titre réservé

### Enquêtes complétées

	Nombre
portant sur l'exercice illégal, s'il y a lieu	3
portant sur l'usurpation de titre réservé	0
portant sur l'exercice illégal et sur l'usurpation de titre réservé, s'il y a lieu	0

### Poursuites pénales intentées

	Nombre
portant sur l'exercice illégal, s'il y a lieu	0
portant sur l'usurpation de titre réservé	0
portant sur l'exercice illégal et sur l'usurpation de titre réservé, s'il y a lieu	0

### Jugements rendus

	Nombre	
	acquittant l'intimé	déclarant l'intimé coupable
portant sur l'exercice illégal, s'il y a lieu	0	0
portant sur l'usurpation de titre réservé	0	0
portant sur l'exercice illégal et sur l'usurpation de titre réservé, s'il y a lieu	0	0

## Conseil de discipline

Le conseil de discipline est constitué en vertu de l'article 116 du Code des professions. Il est saisi de toute plainte formulée contre un membre de l'Ordre ou contre une personne qui a été membre de l'Ordre, pour une infraction aux dispositions du Code des professions ou des règlements adoptés conformément au Code.

Présidé par Me Irving Gaul, ce conseil est également composé de Pierre Bernier (depuis le 20 septembre 2012), de Dimitri Tsichlis (depuis le 20 septembre 2012), de Georges Tsichlis (jusqu'au 20 septembre 2012) et d'Émilie Brulé. Me Sylvie Lavallée assume les fonctions de secrétaire du conseil de discipline.

Au cours de l'exercice 2012-2013, le conseil de discipline n'a été saisi d'aucune plainte disciplinaire et ne s'est pas réuni.

### Le Président du Conseil,

*Me Irving Gaul, avocat*

## Révision des plaintes

### Mandat

Donner à toute personne qui le demande et qui a demandé au syndic la tenue d'une enquête, un avis relativement à la décision du syndic ou d'un syndic adjoint de ne pas porter une plainte. (L.R.Q., chapitre C-26, art. 123.3)

### Membres du comité :

*M. Stéphan Provencher, t.d., responsable*

*Mme Julie Jacob, t.d.*

*M. André Debbané*

### Membres

	Nombre
Total des personnes nommées par le conseil d'administration	3
Personnes nommées parmi les administrateurs nommés par l'Office ou parmi les personnes dont le nom figure sur une liste que l'Office peut dresser à cette fin	1

Nombre de réunions	0
--------------------	---

### Demandes d'avis

	Nombre
reçues	0
présentées hors délai	0

## Finances et régie interne

### Mandat

Le comité des finances et de régie interne a pour mandat la préparation des prévisions budgétaires qui sont soumises au conseil d'administration pour adoption et d'en assurer le suivi. Il négocie les ententes de gestion avec la firme mandatée pour l'administration. Il est aussi responsable de soumettre au conseil d'administration toute modification à apporter au budget, le cas échéant.

### Membres du comité

*Denis Thériault, t.d., responsable*

*Raymond Haché, t.d.*

*Linda Carbone, caé*

### Nombre de réunions : 2

### Rapport

Le comité a surveillé les revenus et les dépenses de l'Ordre, il a produit et déposé les états financiers de même que les prévisions budgétaires ont été déposées au conseil d'administration.

## Tableau des membres

### Permis délivrés selon la catégorie en 2012-2013

	Nombre
Permis réguliers actifs	14
Permis de directorat d'un laboratoire de prothèses dentaires	14
Permis temporaires (article 37 de la Charte de la langue française)	6
Permis restrictifs temporaires	4
Permis réguliers non actifs	25
Permis réguliers actifs 1ère année	8
Membres honoraires	4

Nombre de membres inscrits au tableau au 31 mars	479
--	-----

### Membres inscrits au tableau au 31 mars selon la région administrative

		Nombre
01	Bas-Saint-Laurent	2
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	13
03	Capitale-Nationale	67
04	Mauricie	4
05	Estrie	12
06	Montréal	170
07	Outaouais	20
08	Abitibi-Témiscamingue	2
09	Côte-Nord	0
10	Nord-du-Québec	0
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0
12	Chaudière-Appalaches	8
13	Laval	47
14	Lanaudière	14
15	Laurentides	12
16	Montérégie	84
17	Centre-du-Québec	2
99	Hors du Québec	22

### Membres inscrits au tableau au 31 mars selon le sexe

	Nombre
Homme	331
Femme	148

## Membres inscrits au tableau au 31 mars et montant de la cotisation annuelle

Classe de membres établie aux fins de la cotisation	Nombre de membres	Cotisation annuelle	
		Montant	Date du versement
Actifs	431	363 \$*	1 <sup>er</sup> avril
Non actifs	25	122 \$	1 <sup>er</sup> avril
Actifs 1 <sup>ère</sup> année	8	100 \$*	1 <sup>er</sup> avril
Actifs 2 <sup>e</sup> année	11	200 \$*	1 <sup>er</sup> avril
Honoraires	4	0 \$	-----

**\* Un montant de 25 \$ est inclus dans la cotisation pour le paiement de l'assurance responsabilité professionnelle.**

Membres inscrits au tableau au 31 mars détenant un permis temporaire (selon article 37 de la Charte de la langue française)	4
Membres inscrits au tableau au 31 mars détenant un permis restrictif	0
Membres inscrits au tableau au 31 mars détenant un permis restrictif temporaire	8

## Membres inscrits au tableau au 31 mars détenant un permis selon la catégorie

	Nombre
Permis réguliers actifs	419
Permis restrictifs temporaires	8
Permis temporaires (article 37 de la Charte de la langue française)	4
Permis réguliers actifs 1 <sup>ère</sup> année	8
Permis régulier actifs 2 <sup>e</sup> année	11
Permis réguliers non actifs	25
Membres honoraires	4
Permis de directorat d'un laboratoire de prothèses dentaires	233

## Inscriptions au tableau

	Nombre
Total des inscriptions	479
Premières inscriptions	25
Inscriptions au tableau avec limitation du droit d'exercer	8
Inscriptions au tableau avec suspension du droit d'exercer	0

## Radiations du tableau

	Nombre
Non-paiement de la cotisation annuelle	2

## Suspensions ou révocations de permis

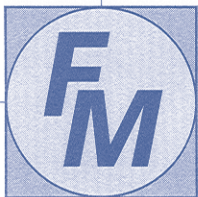
Catégorie de permis	Nombre	
	Suspension	Révocations
Directorat d'un laboratoire de prothèses dentaires	0	2



# États financiers

au 31 mars 2013

Rapport de l'auditeur indépendant	18
Résultats	20
Surplus cumulés	21
Bilan	21
Flux de trésorerie	22
Notes complémentaires	22 - 25
Renseignements complémentaires	25 - 26
Bilan d'ouverture	27



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

Aux membres de l'ORDRE DES TECHNICIENNES ET TECHNICIENS DENTAIRE DU QUÉBEC

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'ORDRE DES TECHNICIENNES ET TECHNICIENS DENTAIRE DU QUÉBEC, qui comprennent le bilan au 31 mars 2013 et les états des résultats, des surplus cumulés et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

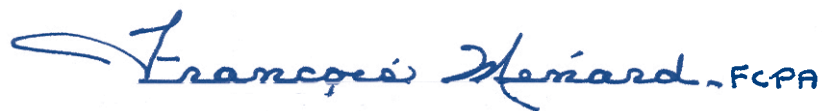
J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### **Opinion**

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Ordre des techniciennes et techniciens dentaires du Québec au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### **Informations comparatives**

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur la note 3 des états financiers, qui indique que l'Ordre a adopté les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif le 1er avril 2012 et que sa date de transition était le 1er avril 2011. Ces normes ont été appliquées rétrospectivement par la direction aux informations comparatives contenues dans ces états financiers, y compris les bilans au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011, et les états des résultats, des surplus cumulés et des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2012 ainsi que sur les informations connexes. Je n'ai pas pour mission de faire rapport sur les informations comparatives retraitées, de sorte qu'elles n'ont pas été auditées.



---

FRANÇOIS MÉNARD, FCPA, FCMA, M.Fisc.  
Par François Ménard, FCPA auditeur  
Laval, le 16 mai 2013

# RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013

	2013	2012
<b>PRODUITS</b>		
Cotisations des membres	161 842 \$	153 381 \$
Directorat de laboratoire – permis	139 850	137 400
Candidats à l'exercice de la profession	2 200	1 000
Formation continue	12 650	5 900
Placements	4 227	5 323
Publications	5 287	4 895
Répertoire des membres	8 290	8 750
Subventions	75	19 330
Amendes	2 542	---
Revenus divers		
Tournoi de golf	31 719	26 671
Divers	6 473	7 132
	375 155	369 782
<b>CHARGES</b>		
Frais d'administration (annexe 1)	190 723	178 001
Activités		
Délivrance de permis (annexe 2)	7 285	5 182
Formation continue (annexe 3)	17 628	16 270
Assurance responsabilité	12 589	11 609
Inspection professionnelle (annexe 4)	20 371	16 374
Syndic	7 453	17 818
Syndic – pratique illégale	---	---
Communications – Publications (annexe 5)	22 744	20 045
Comités		
Directorat de laboratoire	13 282	12 679
Mobilité de la main-d'œuvre	---	12 283
Mobilité France/Québec	---	4 347
Avenir de la profession	2 961	29 682
Recrutement	13 172	14 642
Projets spéciaux	14 317	30 233
Autres charges		
Tournoi de golf	13 435	22 443
Divers	1 000	2 053
	336 960	393 661
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (DES CHARGES SUR LES PRODUITS)</b>	<b>38 195 \$</b>	<b>( 23 879)\$</b>

# SURPLUS CUMULÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013


	2013	2012
SOLDE AU DÉBUT	138 604 \$	162 483 \$
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (DES CHARGES SUR LES PRODUITS)	38 195	( 23 879)
SOLDE À LA FIN	<u>176 799 \$</u>	<u>138 604 \$</u>


## BILAN

31 MARS 2013

	2013	2012
ACTIF		
COURT TERME		
Encaisse	145 807 \$	116 785 \$
Placements échéant à court terme (note 4)	130 496	70 292
Débiteurs	5 761	3 218
Frais imputables au prochain exercice	4 902	4 766
	286 966	195 061
PLACEMENTS (note 4)	26 002	83 642
	<u>312 968 \$</u>	<u>278 703 \$</u>
PASSIF		
COURT TERME		
Créditeurs (note 5)	34 378 \$	26 776 \$
Revenus reportés	101 791	113 323
	136 169	140 099
SURPLUS CUMULÉS	<u>176 799</u>	<u>138 604</u>
	<u>312 968 \$</u>	<u>278 703 \$</u>

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
Administrateurs

  
Raymond Haché, t.d.

  
Denis Thériault, t.d.

FRANÇOIS MÉNARD, FCPA, FCMA, M.FISC.



# FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013

	2013	2012
EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	<u>38 195 \$</u>	<u>( 23 879)\$</u>
Variation des éléments du fonds de roulement ne constituant pas des liquidités		
Débiteurs	( 2 543)	7 404
Frais imputables au prochain exercice	( 136)	( 3 674)
Créditeurs	7 602	( 12 234)
Revenus reportés	<u>( 11 532)</u>	<u>1 897</u>
	<u>( 6 609)</u>	<u>( 6 607)</u>
	<u>31 586</u>	<u>( 30 486)</u>
INVESTISSEMENT		
Variation des placements	<u>( 2 564)</u>	<u>22 749</u>
VARIATION DE L'ENCAISSE	29 022	( 7 737)
ENCAISSE AU DÉBUT	<u>116 785</u>	<u>124 522</u>
ENCAISSE À LA FIN	<u>145 807 \$</u>	<u>116 785 \$</u>

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2013

### 1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'Ordre est constitué en vertu du code des professions, sanctionné par l'Assemblée Nationale du Québec. La fonction principale de l'Ordre est d'assurer la protection du public. Il est régi par le Code des professions du Québec et considéré comme un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'Ordre doit notamment assurer la délivrance de permis d'exercice aux candidats réunissant les conditions requises, le maintien du Tableau de l'Ordre et le contrôle de l'exercice de la profession par ses membres.

Les états financiers de l'Ordre des techniciennes et techniciens dentaires du Québec sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et présentés en conformité avec les articles 22 à 25 du Règlement sur le rapport annuel d'un ordre professionnel.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent des principales méthodes comptables suivantes :

### **Comptabilisation des produits**

Les cotisations encaissées sont imputées aux revenus de l'exercice pour lequel celles-ci sont versées. Les sommes encaissées relatives aux exercices à venir sont considérées comme des revenus reportés.

Les revenus pour les permis de directeur de laboratoire sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel le permis est émis.

Les autres produits sont comptabilisés dans la période à laquelle ils se rapportent.

### **Placements temporaires et à long terme**

Les placements sont constitués d'obligations cotées en bourse. Les obligations échéantes au cours du prochain exercice sont imputées aux placements temporaires. Les placements sont comptabilisés au coût d'acquisition.

### **Utilisation d'estimation**

La préparation des états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction utilise des estimations et des hypothèses qui affectent les montants de l'actif et du passif comptabilisés, l'information sur les éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que les montants des produits et des charges comptabilisés au cours de l'exercice.

### **Apports reçus sous forme de service**

Le fonctionnement de l'Ordre dépend, en partie, des services de nombreux membres bénévoles. Du fait que l'Ordre ne se procure normalement pas ses services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, ces apports ne sont pas pris en compte dans les états financiers.

### **Instruments financiers**

L'Ordre évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des débiteurs et des placements.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

### **Liquidités**

La politique de l'Ordre consiste à présenter dans les liquidités les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

## 3. INCIDENCE DU CHANGEMENT DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les présents états financiers sont les premiers états financiers dans lesquels l'Ordre a appliqué les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. L'application initiale de ce nouveau référentiel n'a eu aucune incidence sur l'excédent des charges sur les produits de l'Ordre pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, ni sur les surplus cumulés à la date de transition, soit le 1<sup>er</sup> avril 2011.

#### 4. PLACEMENTS

Les placements sont constitués d'obligations cotées en bourse. La valeur marchande est de 158 621 \$ au 31 mars 2013 (157 704 \$ au 31 mars 2012). Les obligations cotées en bourse portent intérêts à des taux variant de 1.35 % à 4.05 %, échéance variant entre 2013 et 2014.

	2013 JVM	2013 COÛT	2012 COÛT
Placements totaux	158 621 \$	156 498 \$	153 934 \$
Placement échéant à court terme	132 650	130 496	70 292
Placements à long terme	25 971 \$	26 002 \$	83 642 \$

	2013	2012
5. CRÉDITEURS		
Fournisseurs et frais courus	24 781 \$	13 597 \$
Dus aux ministères	9 597	13 179
	34 378 \$	26 776 \$

#### 6. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

L'Ordre s'est engagé en vertu d'un contrat de gestion de 39 mois échéant le 31 mars 2016. Les versements annuels exigibles sont de 105 000 \$ pour la première année. Les versements seront majorés de l'indice des prix à la consommation (minimum 2%) pour la 2e et 3e année.

#### 7. INSTRUMENTS FINANCIERS

##### Risque de crédit

L'Ordre évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants qu'elle a la quasi-certitude de recevoir en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

##### Risque de liquidité

L'Ordre gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels, ainsi qu'en détenant des actifs qui peuvent être facilement transformés en trésorerie et en gérant les échéances des passifs financiers.

##### Risque de taux d'intérêt

L'Ordre est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux fixe et à taux variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'Ordre à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. L'Ordre est exposé au risque de juste valeur sur ses placements. Toutefois, le risque sur les placements est réduit au minimum, ces actifs étant investis dans des obligations cotées en bourse.



	2013	2012
8. VENTILATION DES CHARGES		
Les coûts indirects sont ventilés comme suit :		
Délivrance de permis	5 051 \$	3 617 \$
Formation continue	10 102	12 139
Inspection professionnelle	7 795	7 252
Communication – publications	9 167	4 716
Directorat de laboratoire	8 731	11 606
Mobilité de la main d'oeuvre	---	12 283
Projets spéciaux	9 230	14 424
Recrutement	10 539	11 817
Tournoi de golf	---	7 968
	<u>60 615 \$</u>	<u>85 822 \$</u>

## RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013

	2013	2012
ANNEXE 1 - FRAIS D'ADMINISTRATION		
Honoraires de gestion	95 780 \$	95 311 \$
Honoraires du président	18 460	16 143
Honoraires professionnels	30 076	16 976
Frais de bureau	5 529	12 045
Frais postaux et impression	2 382	1 559
Frais de déplacement et représentation	7 340	6 793
Télécommunications	1 849	1 602
Assurances des biens	1 083	1 069
Taxes	1 344	1 098
Cotisations et abonnements	8 242	8 446
Intérêts et frais bancaires	12 680	11 766
Assemblée générale annuelle	2 443	1 387
Conseil d'administration	3 515	3 806
	<u>190 723 \$</u>	<u>178 001 \$</u>
ANNEXE 2 – DÉLIVRANCE DE PERMIS		
Honoraires de gestion	2 521 \$	1 165 \$
Honoraires du président	2 307	2 306
Frais de bureau	223	146
Honoraires professionnels	2 075	1 500
Divers	159	65
	<u>7 285 \$</u>	<u>5 182 \$</u>

	2013	2012
ANNEXE 3 – FORMATION CONTINUE		
Honoraires de gestion	5 041 \$	4 641 \$
Honoraires du président	4 615	6 918
Honoraires professionnels	3 717	1 800
Location de salles	1 315	---
Frais postaux et messagerie	333	1 416
Frais de bureau	809	580
Divers	1 798	915
	<u>17 628 \$</u>	<u>16 270 \$</u>

ANNEXE 4 – INSPECTION PROFESSIONNELLE		
Honoraires de gestion	5 041 \$	4 396 \$
Honoraires du président	2 308	2 306
Frais de bureau	447	549
Honoraires professionnels	6 210	4 718
Frais de déplacement et représentation	2 884	1 604
Frais postaux et messagerie	1 066	943
Divers	2 415	1 858
	<u>20 371 \$</u>	<u>16 374 \$</u>

ANNEXE 5 – COMMUNICATION – PUBLICATION		
Honoraires de gestion	3 781 \$	2 142 \$
Honoraire du président	2 308	2 306
Frais de bureau	335	268
Publication	12 847	9 924
Répertoire des membres	3 473	5 405
	<u>22 744 \$</u>	<u>20 045 \$</u>

# BILAN D'OUVERTURE

1<sup>ER</sup> AVRIL 2011

## ACTIF

### COURT TERME

Encaisse	124 522 \$
Placements échéant à court terme	62 466
Débiteurs	10 622
Frais imputables au prochain exercice	1 092
	198 702

### PLACEMENTS

114 217  
312 919 \$

## PASSIF

### COURT TERME

Créditeurs	39 010 \$
Revenus reportés	111 426

150 436

### SURPLUS CUMULÉS

162 483  
312 919 \$

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs



Ordre des techniciens et  
techniciennes dentaires du Québec

**[www.ottdq.com](http://www.ottdq.com)**

500, rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 900  
Montréal (Québec)  
H3A 3C6

Téléphone : 514 282-3837  
Télécopieur : 514 844-7556  
Courriel : [info@ottdq.com](mailto:info@ottdq.com)